

cet hiver les résultats des politiques du gouvernement et, à moins qu'on ne mette de l'ordre dans l'économie, à moins que le gouvernement n'agisse résolument pour rétablir la confiance dans notre économie, la situation pourrait bien s'aggraver au lieu de s'améliorer.

Où se trouvera l'économie le printemps prochain? Tout porte à croire que le taux de l'expansion économique sera encore inférieur au minimum acceptable, que l'inflation atteindra encore une ampleur inacceptable, et que le chômage sera encore élevé. Selon de nombreuses observations du ministre des Finances, dans un an, nous attendrons encore de sa part une déclaration budgétaire qui nous fournira une indication de la situation du pays. Et tout cela s'ajoute aux résultats des trois ou quatre dernières années, alors que les réalisations ont été bien inférieures aux virtualités de notre pays.

D'après les statistiques de décembre, le taux moyen de chômage est loin d'être bon comparativement à celui du mois précédent. Et quand le chômage est de 7.1 p. 100 dans les provinces atlantiques et de 6.8 p. 100 au Québec, cela ne fait qu'augmenter la gravité du problème. Je sais que les taux de chômage dans les provinces atlantiques ont été traditionnellement élevés, mais il est certainement intolérable qu'un gouvernement temporise davantage avec les programmes déjà promis depuis sept ou huit mois dans le domaine de l'expansion régionale.

Le premier ministre et ses collaborateurs se sont montrés bien loquaces sur la disparité régionale durant la campagne électorale. On a promis un plan Marshall pour les régions à faible expansion. Où en sont ces programmes? Lorsque nous posons en Chambre des questions précises sur le niveau élevé du chômage au Québec et dans les provinces atlantiques, le ministre compétent nous répond qu'il abordera ces questions lorsqu'il présentera sa mesure visant la création du nouveau ministère. Je dis à mes honorables amis: Présentez-la maintenant. Qu'attend le gouvernement? Notre Chambre a disposé de mesures fort variées, les unes importantes, les autres routinières et moins urgentes quant à leur incidence sur la souffrance de milliers de Canadiens. Si le gouvernement préconise des solutions pour surmonter la disparité régionale et combattre les taux particulièrement élevés du chômage dans certaines parties du pays, nous avons le droit de connaître ces solutions, et le gouvernement est obligé de les appliquer sans plus tarder.

[L'hon. M. Stanfield.]

D'après les rumeurs, l'Office d'expansion économique de la région atlantique serait démembré et converti en une espèce de conseil consultatif anémique. Il est temps que le ministre et le gouvernement mettent fin à ces conjectures et nous exposent franchement leurs projets. Les idées et le programme de mon parti sur l'aménagement régional sont bien connus, et je donnerai volontiers aux députés tous les détails voulus.

Le pays connaît d'autres problèmes régionaux. Songeons aux difficultés terribles des agriculteurs de l'Ouest, à leur incidence sur l'emploi dans cette région et même, par contre-coup, sur le pays tout entier. La collectivité agricole de l'Ouest ne croit toujours pas que le gouvernement s'intéresse le moins du monde à ces problèmes-là.

Donc, l'avenir de l'agriculture paraît bien sombre. Dans l'intérêt de l'économie du pays tout entier et de cette région en particulier, il importe que le gouvernement agisse pour restaurer la confiance. Il faut donc dissiper les incertitudes que suscitent les politiques économiques du gouvernement. J'espère que cette motion sous-entend nettement que la confiance dans l'économie du pays, dans la compétence du gouvernement à la gérer, est réellement en jeu à l'heure actuelle.

• (3.50 p.m.)

La motion exige que le gouvernement révèle ses politiques économiques, les méthodes d'urgence qui permettraient au pays d'atteindre son potentiel raisonnable d'expansion cette année et les années futures et de regagner le terrain perdu. Le pays n'espère pas et n'exige pas un plan détaillé et impeccable de réussite économique, mais il a certes le droit de connaître le schéma de la politique économique du gouvernement, après neuf mois de ce régime prétendument nouveau.

Il ne suffit pas d'abandonner des programmes existants dans le domaine des travaux d'hiver, des pêcheries ou de la science, en signalant leurs faiblesses que tout le monde connaissait d'ailleurs, et de songer à en adopter des nouveaux. La confiance des gens est sapée lorsque l'on parle de modération et que l'on présente un bilan où le déficit réel dépasse le déficit prévu de plusieurs centaines de millions. Dans ce domaine vital de la politique économique qui suppose la confiance, elle-même étroitement liée à l'expansion, il est téméraire de chercher à s'en tirer avec des déclarations anodines, de nous dire que la